



LA DROITE OSE VRAIMENT TOUT !

Toutes les raisons de se mobiliser en septembre...

En cette période de canicule et de congés d'été, qui pousse naturellement à la détente et au lâcher-prise, on a tendance (voire même envie...) de porter moins d'attention à l'actualité, d'autant qu'elle n'est pas réjouissante...

Pourtant, les débats qui se sont tenus à l'assemblée nationale et au sénat avant les vacances parlementaires, ainsi que les petites phrases et provocations politiques qui ont suivi, ont été riches d'enseignements : la droite ose vraiment tout, on le savait déjà ; mais cette fois-ci elle se surpasse.

Les débats, les articles et amendements acceptés autours notamment de la loi « pouvoir d'achat » sont édifiants et révèlent aux plus naïfs de nos concitoyens, au-delà des discours électoralistes, le vrai visage des partis de droite.

En guise d'exemple, et sans rentrer dans les détails, la droite a refusé d'augmenter les salaires et le smic (Le RN explique même « qu'augmenter le smic n'est pas rendre service aux travailleurs » ...), l'allocation de rentrée scolaire a été augmenté (150 euros) mais ne concerne plus que les travailleurs à bas salaire, les personnes sans emploi ne percevront plus cette aide (pour « privilégier la valeur travail » selon la droite...).

Dans le même temps, la droite a refusé de taxer les super profits d'entreprises françaises qui ont doublé voire triplé leurs bénéfices, sans travailler davantage puisqu'elles se sont contenté sans aucun scrupule de profiter de la crise, de la situation internationale, et de la pauvreté qui en découle... et s'organisent même pour ne pas payer d'impôts en France (Total, Renault...) ! A l'inverse de la France, d'autres pays européens envisagent de taxer ces super profits (Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Espagne, Belgique, Roumanie...)

Evidemment, ces prises de positions très clivantes qui, en réalité, sont l'ADN même de la droite (tout pour les riches, rien pour les pauvres, ou des miettes à la rigueur...) ont suscité des polémiques dont les médias se sont emparé.

Face aux critiques, et dans un contexte dans lequel le système capitaliste est de plus en plus remis en question (crise économique, crise Covid, crise environnementale...), la droite est montée aux créneaux pour défendre ses positions. Et comme « la meilleure défense, c'est l'attaque » elle s'est empressée d'allumer un contre-feu avec l'argumentaire habituel, bâché et rabâché, qui tient de la manie, de l'obsession, et même du réflexe de Pavlov : dénoncer les fraudes et les abus de nos concitoyens (surtout les plus précaires...) et ce que cela coûte au contribuable et à la France...

Les chiffres les plus fantaisistes sont balancés dans les médias : par exemple, certains politiques de droite vont jusqu'à affirmer que 7 millions de cartes vitales frauduleuses seraient utilisées pour percevoir des allocations... alors qu'il suffit d'appeler la direction de la Sécurité Sociale (ce qu'ont fait en juillet des journalistes de France Info) pour constater qu'il n'existe aujourd'hui qu'environ 3000 cartes vitales surnuméraires (pour un pays de 67 millions d'habitants...), dont l'essentiel selon la Sécurité Sociale ne sont pas utilisées frauduleusement et correspondent à des bugs ou des erreurs de mise à jour (n'empêche la carte vitale biométrique, qui coûtera pour le coup un pognon de dingue, va être mise en place...)

Malheureusement, grâce au fidèle relai de certains médias, et par le jeu de la psychologie et des comportements humains (méconnaissance ou désintérêt pour les mécanismes économiques et sociaux, individualisme, jalousie, besoin de boucs émissaires, etc.) les sornettes colportées par la droite trouvent un certain écho, voire un écho certain, dans la population.

C'est pourquoi il est indispensable que nous puissions rétablir la vérité, de façon factuelle, dès que nous en avons l'occasion.

Pour cela, quelques faits et quelques chiffres :

- Selon un rapport de la Cour des Comptes, la fraude sociale des entreprises (travail dissimulé, travailleurs détachés, heures non déclarées, etc.) explose (elle a doublé depuis 2007 !) pour se chiffrer aujourd'hui à plus de 20 milliards d'euros par an, avec un taux de recouvrement de seulement 1,5% ! Sans compter l'évasion fiscale estimée à 60 milliards d'euros par an dans l'estimation la plus optimiste...
- En comparaison, la fraude des particuliers aux prestations sociales toutes confondues (tant stigmatisée dans le but de faire diversion) ne représente que 4 milliards d'euros par an, argent en grande partie récupéré puisque le taux de recouvrement est de 90% (plus facile d'envoyer l'huissier chez un gueux que chez un notable...)
- Nous entendons souvent ce lieu commun, accusateur et irritant, qui consiste à dire que les aides sociales coûtent un « pognon de dingue » et font l'objet de nombreux abus. Mais personne ne dit que chaque année 10 milliards d'euros d'aide ne sont pas réclamés par leurs bénéficiaires potentiels (notamment aides au logement et RSA) pour de multiples raisons (méconnaissance, complexité des démarches, honte...).

En dépit du faible taux de fraude émanant des particuliers (dont, rappelons-le, 90% est récupéré suite à des procédures de recouvrement...) le gouvernement déploie tout un arsenal de mesures destinées à fliquer les usagers : à titre d'exemple, en 2021 les parlementaires ont voté, sur proposition du gouvernement, un amendement donnant la possibilité à Pôle emploi d'accéder aux informations contenues dans le fichier Ficovie qui recense tous les contrats d'assurance-vie et de capitalisation souscrits auprès d'organismes d'assurance français.

Non seulement la fraude évoquée par la droite est très surévaluée et ne correspond pas à la réalité, mais parfois ce sont les usagers qui font les frais des dysfonctionnements du système :

- Concernant les pensions retraites, selon la Cour des comptes un dossier sur sept serait l'objet d'une erreur de calcul, la plupart du temps au détriment du retraité. Des déclarations erronées de la part des employeurs, un nombre de trimestres mal pris en compte ou encore une mauvaise prise en compte des ressources avant l'attribution du minimum vieillesse et des pensions de réversion peuvent être à l'origine de ces dysfonctionnements. La Cour des comptes estime le montant de ces erreurs à environ 70 millions d'euros sur les 5,8 milliards d'euros de prestations attribuées en 2021 (des moyens et des effectifs supplémentaires donnés à l'Assurance retraite permettrait de corriger cela...).
- Rappelons également qu'un de nos collègues, Yann Gaudin, conseiller au Pôle emploi de Rennes, a été licencié pour faute grave, mais en réalité pour avoir simplement fait son travail : il avait découvert des anomalies dans des calculs de droits et avait permis à des chômeurs précaires de récupérer un préjudice financier d'environ 200 000 euros !

Ces réalités factuelles et chiffrées de façon officielle doivent nous imprégner et nous permettre, à chaque fois que possible, de rétablir la vérité lorsque nous sommes confrontés à des contre-vérités. C'est important car le travail de sape entrepris à dessein par la droite ultra-libérale vise à :

- Détourner l'attention en dénonçant des fraudes, des abus, et le « pognon de dingue » ainsi perdu, dans le seul but de faire oublier le pognon de dingue que les plus riches gagnent sur le dos des pauvres, détournent des impôts, et finalement volent à notre pays.
- Détruire le système de protection sociale par tous les moyens (principes fondateurs, financement...) y compris celui consistant à faire croire à nos concitoyens que ce système est l'objet de fraudes tellement massives qu'il faut en changer.

**Le mépris, l'arrogance et le mensonge, ça suffit !
Toutes et tous en grève et dans la rue en septembre !**

**Ne vous résignez pas ! Entrez en résistance !
Rejoignez la CGT !**

Syndicat.cgt.grandest@pole-emploi.fr

<http://cgtpegrandest.reference-syndicale.fr/>